

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE



CONSEIL  
DE SÉCURITÉ  
UN LIBRARY

Distr.  
GÉNÉRAL

A/34/364

S/13449

11 juillet 1979

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-quatrième session

Point 46 de la liste préliminaire\*

APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR LE

RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ

INTERNATIONALE

JUL 15 1979

UN/SA COLLECTION

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-quatrième année

Lettre en date du 11 juillet 1979 adressée au Secrétaire  
général par le représentant permanent du Viet Nam auprès  
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, pour information, le texte du discours prononcé le 5 juillet 1979 par le chef de la délégation du Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam, M. Dinh Nho Liem, au cours de la deuxième séance de la deuxième série de pourparlers entre le Viet Nam et la Chine. Je vous saurai gré de bien vouloir faire distribuer la présente lettre ainsi que son annexe en tant que document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 46 de la liste préliminaire, et en tant que document officiel du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire  
et plénipotentiaire,

Représentant permanent de la  
République socialiste du  
Viet Nam auprès de l'Organisation  
des Nations Unies,

(Signé) HA VAN LAU

\* A/34/50.

ANNEXE

Discours prononcé le 5 juillet 1979 par le chef de la délégation du  
Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam, M. Dinh Mho Liem,  
lors de la deuxième séance de la deuxième série de pourparlers entre  
le Viet Nam et la Chine

Lors de la séance d'ouverture de la deuxième série de pourparlers entre le Viet Nam et la Chine, la délégation vietnamienne a réitéré sa proposition raisonnable et sensée en trois points concernant les "Principes fondamentaux et le contenu d'un règlement des problèmes qui se posent dans les relations entre les deux pays". Nous avons également réitéré une proposition équitable et satisfaisante concernant la procédure de débat, à savoir que les deux parties soulèveraient chacune à leur tour les problèmes qu'elles désirent débattre à chaque séance. Nous avons également pris une nouvelle initiative en proposant un "projet d'accord sur le non-recours à la provocation armée" afin d'atténuer les tensions à la frontière entre les deux pays et de créer un climat plus propice aux pourparlers.

A notre grand regret, alors que les peuples chinois et vietnamien et l'opinion publique internationale suivaient avec grand intérêt et beaucoup d'espoir les progrès de la série de pourparlers en cours, la délégation chinoise a refusé de modifier son attitude négative qui avait bloqué les discussions lors de la première série de pourparlers. La délégation chinoise a continué à proférer contre le Viet Nam les pires diffamations et calomnies, que nous avons catégoriquement rejetées au cours de la dernière séance. Elle a continué à chercher à ignorer la proposition en trois points et le projet d'accord présentés par la délégation vietnamienne, a refusé les discussions sur tous les problèmes et s'est obstinée à faire pression sur la délégation vietnamienne pour qu'elle accepte sa proposition en huit points.

La délégation chinoise a répété à maintes reprises que le principe de l'"anti-hégémonie" était au coeur de la question et qu'il constituait la "base" d'un éventuel règlement des problèmes concernant les relations entre les deux pays. Elle n'a cessé de proclamer que la délégation vietnamienne "évitait d'aborder" le soi-disant problème de l'anti-hégémonie. La délégation chinoise a délibérément oublié que lors de la première série de pourparlers, la délégation vietnamienne avait déclaré sans ambages qu'en fait d'hégémonie il n'y avait que l'hégémonisme de grande puissance et l'expansionnisme de grande nation que les dirigeants chinois envisageaient depuis longtemps et qu'ils s'efforçaient maintenant de mettre en application.

Aujourd'hui, nous voudrions une fois de plus parler de ce problème. Au fil des ans, l'expérience de la lutte révolutionnaire des peuples du monde et les activités de la Chine dans le domaine des relations internationales ont clairement démontré que la tendance à l'hégémonie des dirigeants chinois se traduit par des ambitions d'expansion territoriale qui revêtent plusieurs formes : tentatives

d'imposer par tous les moyens possibles l'idéologie, les opinions et la ligne politique de Pékin à d'autres pays; ingérence dans les affaires intérieures d'une série de pays par l'intermédiaire d'organisations d'opposition politique et d'opposition armée et en organisant des cinquièmes colonnes formées de mauvais éléments recrutés parmi les grandes communautés de Chinois installés à l'étranger; agressions directes ou indirectes contre certains pays et menaces d'agressions contre d'autres pays, sous le prétexte de "leur donner une leçon"; alliance avec l'impérialisme et d'autres forces réactionnaires contre les peuples du monde, qui luttent pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le socialisme.

Les dirigeants chinois proclament qu'ils "ne veulent pas la moindre parcelle de territoire d'autres pays". En fait, les dirigeants chinois ont été à l'origine de la publication de livres et de cartes universellement connus et présentant en tant qu'anciens territoires chinois de grandes portions d'autres pays, notamment tout le territoire du Viet Nam, du Laos, du Kampuchea, de la Mongolie, de la Birmanie, de la Thaïlande, de la Malaisie, du Bhoutan, du Népal et une partie du territoire de l'Inde, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et du Japon. Une carte récente de la République populaire de Chine publiée par la Chine elle-même inclut dans le territoire chinois de grandes étendues de la mer Orientale (mer de Chine méridionale) jusqu'aux abords de l'Indonésie, des Philippines, de la Malaisie, du Viet Nam et tous les îles et archipels de cette mer. Cela trahit sa grande ambition de monopoliser la mer Orientale. En 1962, les dirigeants chinois ont lancé une guerre d'agression contre la République de l'Inde, et plus de 36 000 kilomètres carrés du territoire indien sont toujours occupés par des troupes chinoises. En 1969, ils ont provoqué des conflits armés à la frontière avec l'Union soviétique en soulevant constamment des revendications territoriales sur ce qu'ils ont qualifié de "zones contestées". En 1974, ils ont occupé militairement les îles vietnamiennes de Hoang Sa (Paracels) et revendiquent d'autres îles vietnamiennes situées dans la mer Orientale. Depuis de nombreuses années, ils se sont emparés d'une manière ou d'une autre de nombreuses localités situées à la frontière vietnamienne. Actuellement, les troupes chinoises occupent encore plus de dix points supplémentaires qu'ils ont saisis après la guerre d'agression contre le Viet Nam, qui a débuté le 17 février 1979. Tous ces faits démentent les assertions de la délégation chinoise concernant le fait que "la Chine n'a pas un seul soldat sur le territoire d'autres pays" et ils illustrent pleinement sa politique d'expansion territoriale.

Les dirigeants chinois proclament qu'ils "sont pour l'égalité entre tous les pays, grands et petits" et qu'"ils n'ont pas de visées hégémoniques". En fait, ils ont misé sur le fait que la Chine était une grande puissance et ils ont eu recours à tous les moyens politiques, économiques et militaires pour chercher à imposer leur idéologie, leurs opinions et leur ligne politique à d'autres pays et à les attirer dans leur orbite. En cas de non-obéissance, ils font volte-face et transforment leurs anciens amis en ennemis, comme ce fut le cas pour le Viet Nam, le Laos, Cuba, l'Albanie, etc. En outre, la Chine aspire à diriger les nombreux pays qui forment ce qu'ils appellent "le tiers monde". Ils veulent que la Chine soit le "centre révolutionnaire" du monde et que tous les peuples du monde se joignent à elle pour former un soi-disant "front uni international contre les super-puissances" qui devrait fonctionner sous leur égide.

Les dirigeants chinois prétendent qu'ils "ne se livrent à aucune manœuvre ni à aucune ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays". En fait, de nombreux pays, particulièrement dans le Sud-Est asiatique, se sont trouvés dans une situation délicate ou ont éprouvé de grandes difficultés à faire face aux activités de la Chine, qui fournissait de l'argent et des armes et utilisait des organisations dociles et l'armée clandestine composée de Chinois installés à l'étranger pour exercer des pressions politiques et économiques et pour se livrer à des menées subversives contre les gouvernements locaux.

La tentative avortée de coup d'Etat en Indonésie (1965), les incidents mettant en cause les Chinois installés en Indonésie (1959 et 1965-1966), en Inde (1962-1963) et en Birmanie (1967), la fomentation d'une opposition armée en Birmanie, en Thaïlande, en Malaisie, en Afghanistan, qui a suscité de nombreuses protestations de la part des gouvernements intéressés - c'est le cas actuellement du Gouvernement afghan qui se plaint énergiquement auprès du Gouvernement chinois - tous ces faits constituent des témoignages irréfutables. Les dirigeants chinois affirment également qu'ils sont "opposés" à l'impérialisme. Or, il est de notoriété publique que la Chine, se comportant comme une sorte d'"OTAN de l'Est", cherche frénétiquement à constituer une alliance générale dans le cadre d'une stratégie générale dirigée contre les pays socialistes, les mouvements de libération nationale, la paix et le progrès dans le monde. Les dirigeants chinois appuient la clique fasciste de Pinochet, aident Mobutu et se sont liés d'amitié avec le shah d'Iran, qui a été renversé par le peuple iranien. Pour contrecarrer l'action des mouvements révolutionnaires dans diverses régions, ils agissent en liaison étroite et se répartissent les tâches avec les impérialistes américains, qu'ils incitent à maintenir des forces d'occupation dans un certain nombre de pays, de façon à pouvoir s'immiscer dans les affaires intérieures de ces derniers.

Typique par excellence de leur expansionnisme et de leur hégémonisme de grande nation et de grande puissance est leur politique à l'égard du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea. A l'égard du Kampuchea, les dirigeants chinois ont depuis longtemps un plan qui consiste à en faire une importante base militaire, un véritable tremplin à partir duquel ils pourraient annexer les autres pays de la péninsule indochinoise et s'étendre en Asie du Sud-Est. C'est dans ce but que, dès le début des années 60, ils ont soutenu secrètement la clique Pol Pot-Ieng Sary afin d'en faire une force de choc. Immédiatement après la victoire totale remportée par le peuple du Kampuchea dans sa guerre patriotique contre l'agresseur américain, ils ont imposé, par l'intermédiaire de la clique fantoche de Pol Pot-Ieng Sary, leur hégémonie sur ce pays, se substituant ainsi au pouvoir impérialiste des Etats-Unis. Ils ont pratiqué une politique de génocide impitoyable, détruit intégralement les bases de la société du Kampuchea et instauré un prétendu "socialisme pur", de type Pékin, en vue de consolider leur emprise sur le peuple du Kampuchea. Ils ont déversé sur ce pays des quantités considérables d'armes et de matériel de guerre et envoyé 20 000 conseillers militaires afin de prendre en main la formation et le commandement de l'armée de Pol Pot-Ieng Sary. Ils ont utilisé des méthodes néo-colonialistes abominablement perverses, se servant des habitants du Kampuchea pour éliminer et tuer d'autres habitants du Kampuchea et combattre les Vietnamiens.

Le peuple du Kampuchea et le monde entier exigent d'eux qu'ils répondent du massacre de trois millions de Khmers et du traitement barbare qu'on subi les quatre millions restants. En ce qui concerne le Viet Nam, les dirigeants chinois ont suivi implacablement leur plan qui consiste à maintenir le Viet Nam divisé, faible et tributaire de la Chine, afin de faciliter son annexion. N'ayant pas réussi à attirer le Viet Nam dans leur orbite par des manoeuvres de corruption ou par des pressions, ils ont adopté de plus en plus ouvertement une politique d'hostilité systématique à l'égard de ce pays. Utilisant l'armée de Pol Pot-Ieng Sary, ils ont lancé une guerre d'agression contre le Viet Nam à partir du sud-ouest. En plus de cette guerre criminelle, ils ont multiplié les provocations armées et les pressions militaires à la frontière septentrionale du Viet Nam, qu'ils ont ainsi pu attaquer sur deux fronts. Ils ont créé de toutes pièces le problème des "résidents chinois persécutés" et poussé des éléments réactionnaires Hoa à fomenter des troubles et à noyauter le Viet Nam de l'intérieur. Simultanément, ils ont cherché un prétexte pour interrompre leur aide et rappeler tous leurs spécialistes afin d'affaiblir le Viet Nam sur le plan économique. Après avoir vu échouer toutes ces tentatives diaboliques et essuyé, notamment, une défaite écrasante au Kampuchea, ils ont mobilisé 600 000 soldats et lancé une guerre d'agression impitoyable contre le Viet Nam à partir du nord, faisant passer cette agression pour une contre-attaque à des fins de légitime défense. C'était l'aboutissement d'une politique tenace d'affaiblissement et d'annexion du Viet Nam, qui mettait pleinement à découvert leur expansionnisme et leur hégémonisme de grande puissance.

En ce qui concerne le Laos, après l'échec de leur tentative pour partager le pays et l'attirer dans l'orbite de Pékin, les dirigeants chinois se sont acharnés à y fomenter des troubles, engendrer la subversion et organiser et encourager les activités d'éléments réactionnaires opposés à la République démocratique populaire lao.

Actuellement, les dirigeants chinois s'efforcent, par tous les moyens imaginables, de pousser en avant une poignée de bandits qui représentent les restes de la clique de Pol Pot-Ieng Sary en vue d'imposer à nouveau leur régime meurtrier au peuple du Kampuchea. Ils envoient des renforts dans les zones situées à la frontière du Laos, menaçant le pays d'agression, ralliant les forces réactionnaires en vue de créer un prétendu "parti socialiste du Laos" et s'immisçant plus que jamais dans les affaires intérieures du pays. Ils continuent d'accentuer les tensions le long de la frontière vietnamienne et mènent, de connivence avec l'impérialisme américain, une campagne mondiale contre le Viet Nam. Ils n'épargnent aucun effort pour dresser les pays de l'ANASE contre le Viet Nam et les isoler de ce dernier, afin de détourner l'attention des manoeuvres et agissements diaboliques auxquels ils se livrent dans tout le Sud-Est asiatique. Certains dirigeants chinois sont allés jusqu'à menacer le Viet Nam d'une autre et même de bien d'autres agressions. Néanmoins, les manoeuvres et les ruses des dirigeants de Pékin ont échoué et continueront à échouer totalement.

Tous les faits mentionnés ci-dessus ne font que confirmer pleinement ceci : ce sont les dirigeants chinois, et personne d'autre, qui pratiquent depuis longtemps contre le Viet Nam, le Laos, le Kampuchea et d'autres pays du Sud-Est asiatique, contre les mouvements révolutionnaires et pacifistes du monde entier, une politique d'expansionnisme et un hégémonisme de grande puissance et ils se sont désormais révélés comme étant les éléments les plus belliqueux. Leurs plans d'hégémonie et leurs agissements vont totalement à l'encontre du désir constant du peuple chinois qui est de vivre dans la paix, l'amitié et l'égalité avec les autres peuples du monde.

Pour dissimuler leur soif de domination, les dirigeants chinois ont attribué inlassablement au Viet Nam un prétendu "hégémonisme régional" qui s'exercerait en premier lieu contre le Kampuchea et le Laos.

Il convient de faire remarquer que le Viet Nam, le Laos et le Kampuchea sont des voisins qui entretiennent d'étroits liens d'amitié et qui ont combattu les impérialistes français, les fascistes japonais, les impérialistes américains et les expansionnistes chinois maintenant. L'histoire montre que tous les agresseurs ont utilisé notre pays comme tête de pont pour envahir les autres et mené une politique qui consiste à "diviser pour régner", dressant les uns contre les autres les Indochinois afin de conquérir un pays après l'autre et occuper finalement les trois territoires. Dans la lutte qu'ils ont livrée contre leurs ennemis communs pour protéger leurs intérêts vitaux respectifs et assurer la victoire de leurs révolutions respectives, les peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea se sont épaulés les uns les autres, ont coopéré entre eux et se sont prêtés assistance selon le principe du respect mutuel de leur indépendance, de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale.

Animées simplement par la solidarité internationale, les forces armées vietnamiennes ont, à trois reprises, combattu côte à côte avec celles du Kampuchea et du Laos contre l'ennemi commun et ont remporté des victoires les deux premières fois; leurs obligations internationales remplies, elles sont rentrées dans leur pays. Il en sera de même cette fois-ci : lorsque sera passé le danger de l'agression et de l'intervention posé par l'expansionnisme et l'hégémonisme des dirigeants chinois et que l'indépendance, la souveraineté et la sécurité du Viet Nam, du Kampuchea et du Laos auront été assurées, les forces armées vietnamiennes retourneront chez elles, avec l'accord du Conseil révolutionnaire populaire du Kampuchea et du Gouvernement de la République démocratique populaire lao. Leur présence au Kampuchea et au Laos est entièrement fondée et conforme aux principes de la Charte des Nations Unies et du mouvement non aligné. C'est une question qui intéresse uniquement les relations bilatérales entre les trois pays souverains; elle n'a absolument aucun rapport avec d'autres pays ni avec les pourparlers entre le Viet Nam et la Chine.

La délégation chinoise, prétendant défendre le principe de l'"antihégémonie" pour pouvoir soulever la soi-disant "question du Kampuchea" durant les pourparlers en cours, est intervenue grossièrement dans les relations entre le Viet Nam et le Kampuchea. Ce n'est que la répétition d'une manoeuvre autrefois utilisée par les

colonialistes français et les impérialistes des Etats-Unis, une tentative visant à miner la solidarité militante entre les trois peuples indochinois et à obliger le Viet Nam à renoncer aux obligations internationales qui lui incombent pour faciliter l'expansionnisme et l'hégémonie des dirigeants chinois.

Pourquoi les dirigeants de Pékin, pourtant des expansionnistes notoires, assoifés d'hégémonie, ont-ils affirmé si bruyamment ces dernières années qu'ils "ne veulent pas l'hégémonie et s'y opposent"? Il convient de noter qu'ils ont lancé ce slogan au moment où les divers peuples intensifient leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme, l'apartheid et le sionisme, alors qu'eux-mêmes recherchaient frénétiquement une alliance avec l'impérialisme, en premier lieu l'impérialisme américain, et d'autres forces réactionnaires. Ils ont présenté à tort le combat des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine pour leur indépendance nationale et le progrès social comme des luttes hégémoniques entre les superpuissances. De toute évidence, en brandissant l'étendard "antihégémonique", les dirigeants de Pékin s'efforcent d'aiguiller la lutte révolutionnaire des peuples du monde sur une fausse route, de distraire l'attention de l'opinion publique internationale qui condamne sévèrement leur collusion avec l'impérialisme contre la révolution et la paix, et de dissimuler leurs intentions expansionnistes et hégémoniques.

La délégation vietnamienne affirme donc que le principe antihégémonique devrait être examiné avec les éléments suivants :

- a) Non-expansion territoriale sous quelle forme que ce soit. Cessation immédiate de l'appropriation de territoires appartenant à d'autres pays.
- b) Non-agression, non-recours à la force ou à la menace d'utiliser la force pour "punir" un pays ou pour "lui donner une leçon".
- c) Non-imposition de l'idéologie, des vues et de la ligne politique d'un pays à d'autres. Non-recours à de quelconques manoeuvres, y compris l'aide économique, pour obliger d'autres pays à abandonner leur politique d'indépendance et de souveraineté. Non-ingérence dans les relations d'un pays avec un autre.
- d) Non-ingérence dans les affaires intérieures des groupes d'opposition d'autres pays, que l'on appuie soi-même ou que l'on fait appuyer par ses propres ressortissants installés dans lesdits pays ou de toute autre façon.
- e) Non-alliance avec l'impérialisme et d'autres forces réactionnaires opposées à la paix, à l'indépendance nationale, à la démocratie et au socialisme.

Nous avons exposé ci-dessus notre point de vue sur le principe anti-hégémonique pour le faire mieux comprendre.

Tout le monde sait que les dirigeants de Pékin n'ont pas encore annoncé le retrait de leurs troupes et que leur politique d'hostilité envers le peuple vietnamien reste inchangée. Alors que les pourparlers entre les deux pays se

déroulaient à Hanoï et au moment même où ils se poursuivent à Pékin, la Chine a massé et continue à masser des hommes et du matériel de guerre à la frontière vietnamienne, poste ses soldats en un certain nombre de points du territoire vietnamien et ne cesse de se livrer quotidiennement à des provocations armées et à des violations du territoire, des eaux territoriales et de l'espace aérien du Viet Nam. La situation dans les zones frontalières des deux pays reste très tendue et les hostilités menacent de reprendre à tout instant. Comme nous l'avons souligné à maintes reprises, nous devons à présent faire cesser immédiatement cette situation explosive.

Dans le premier point de sa proposition en trois points, la délégation vietnamienne a proposé des mesures d'urgence pour assurer la paix et la stabilité dans les zones frontalières des deux pays, à savoir la non-concentration de troupes près de la frontière, la séparation des forces armées des deux parties, la cessation de tout acte de provocation armée et de toutes activités hostiles violant la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'autre partie et menaçant sa sécurité, l'établissement d'une zone démilitarisée et la création d'une commission mixte des deux parties, pour superviser et contrôler l'application des mesures susmentionnées. L'opinion publique considère qu'il s'agit là de mesures d'urgence concrètes et justes qui doivent être prises d'emblée après la guerre afin d'éviter le danger d'une reprise des hostilités. Cependant la délégation chinoise n'a donné aucune réponse.

À l'ouverture de la deuxième série de pourparlers, étant donné la grande tension qui persiste le long de la frontière, dans l'attente de la reprise des discussions entre les deux parties sur des mesures visant à garantir la paix et la stabilité dans les zones frontalières et sur d'autres questions importantes pour les relations entre les deux pays, et afin de créer un climat favorable aux pourparlers, nous avons pris une nouvelle initiative et proposé ce qui suit : les deux parties accepteraient immédiatement de prendre l'engagement de s'abstenir de toute activité d'espionnage et de reconnaissance sur le territoire de l'autre pays, de ne se livrer à aucune activité offensive ou provocation armée, de ne pas ouvrir le feu sur l'autre territoire sur terre, sur mer et dans l'air et de s'abstenir de toute activité mettant en danger la sécurité de l'autre pays.

Il s'agit là d'une autre proposition constructive de la délégation vietnamienne, destinée à atténuer la tension aux frontières, dans l'intérêt des deux peuples et répondant à la soif de paix et de stabilité des peuples de l'Asie du Sud-Est. Elle est entièrement conforme aux desiderata formulés par la délégation chinoise à la dernière réunion, au sujet de la nécessité de "mettre un terme à la tension et créer un climat favorable aux négociations". Nous regrettons que la partie chinoise ait réagi négativement à notre proposition dès que nous l'avons présentée.

Il faut signaler qu'afin de justifier sa guerre d'agression contre le Viet Nam, la délégation chinoise a affirmé qu'en raison des "provocations armées" du Viet Nam, la Chine avait dû "contre-attaquer pour se défendre". Avant l'ouverture des pourparlers, la délégation chinoise a suggéré à six reprises, dans ses déclarations

et notes du 17 février, des 1er, 5, 19 et 31 mars, et du 6 avril 1979, qu'au cours de ces pourparlers, les deux délégations examinent "des mesures concrètes visant à assurer la paix et la tranquillité sur la frontière". Et pourtant, en dépit de sa proposition, la délégation chinoise n'a présenté aucune mesure pour mettre un terme aux provocations armées, éviter la reprise des hostilités ou assurer la paix et la stabilité sur la frontière. En outre, elle a écludé et même rejeté les mesures proposées par la délégation vietnamienne. L'opinion publique se doit donc de relever cette volte-face de la délégation chinoise.

On peut se demander pourquoi la délégation chinoise rejette catégoriquement les propositions concrètes de la délégation vietnamienne qui visent à mettre fin aux provocations armées et à assurer la paix et la stabilité des zones frontalières, tout en dénonçant continuellement, même au cours de la dernière réunion, les soi-disant "multiples provocations armées et intrusions des Vietnamiens le long de la frontière sino-vietnamienne". De toute évidence, les calomnies proférées contre le Viet Nam visant à dissimuler les provocations et les troubles que la Chine fomenté le long de la frontière vietnamienne et son intention véritable d'entretenir une tension permanente à la frontière afin d'avoir un moyen de pression pendant les pourparlers et de se donner éventuellement un prétexte d'agression contre le Viet Nam à tout moment.

Tout observateur objectif peut observer que, dans l'état actuel des relations complexes et tendues entre le Viet Nam et la Chine, le mode de règlement le plus rationnel consiste en premier lieu à désamorcer la situation qui pourrait provoquer une nouvelle guerre. Des conditions favorables seraient ainsi créées pour régler progressivement d'autres problèmes importants dans les relations entre les deux pays. C'est une pratique courante dans les relations internationales. C'était également la solution que la Chine avait proposée à l'Inde en 1959 et 1962.

La délégation chinoise a souvent affirmé souhaiter avoir des relations de paix et d'amitié sur sa frontière avec le Viet Nam ainsi qu'un climat international de paix et de stabilité. Qu'elle traduise donc cette profession de foi par des actions concrètes et qu'elle revienne aux objectifs des pourparlers comme elle l'avait suggéré elle-même à six reprises.

Les deux peuples et l'opinion publique mondiale attendent de la délégation chinoise une réponse positive à la proposition en trois points de la délégation vietnamienne et en premier lieu à la proposition, faite par la délégation du Gouvernement vietnamien à la dernière réunion et tendant à ce que les deux parties conviennent immédiatement de s'abstenir de provocations armées dans les zones frontalières.

Ce n'est pas la bonne volonté qui manque à la délégation vietnamienne pour faire avancer les pourparlers. Pour que cette deuxième série de pourparlers puisse donner lieu immédiatement à des discussions concrètes permettant de résoudre des problèmes déterminés, nous espérons que la délégation chinoise répondra à notre dernière proposition, et qu'ainsi les deux parties soulèveront chacune à leur tour les questions qu'elles désirent débattre à chaque séance, qu'elles parviendront à un accord lorsque c'est possible et qu'elles laisseront de côté les problèmes que lesquels un accord n'est pas encore possible.

La réponse de la délégation chinoise est attendue de tous.

-----